



UNE DÉCENNIE DE RECULS ORGANISÉS

UNE SEULE DIGUE : NOUS-MÊMES !

communiqué de la CNT-SO - 24/09/2026

La rentrée 2026 confirme ce que nous dénonçons depuis des années : la dégradation des conditions de vie du monde du travail n'est pas un accident conjoncturel. C'est le produit de choix politiques délibérés, poursuivis sans interruption depuis plus d'une décennie, quel que soit le gouvernement en place. Pendant que les caisses de l'État se vident au bénéfice des plus riches, les prix flambent, les services publics sont démantelés pièce par pièce, et une partie croissante de la population bascule dans la pauvreté.

UNE PAUVRETÉ QUI S'AGGRAVE, UNE PRÉCARITÉ QUI S'INSTALLE DURABLEMENT

Les chiffres ne mentent pas. En France métropolitaine, 9,8 millions de personnes vivent aujourd'hui sous le seuil de pauvreté monétaire, soit un taux de 15,4 % — un niveau que l'INSEE elle-même qualifie d'inédit depuis trente ans. Ce sont les chômeur·euses et les familles monoparentales qui sont les plus frappé·es.

Mais la pauvreté ne se limite plus à ceux qui sont privés d'emploi. La France compte désormais 2,3 millions de travailleur·euses vivant sous le seuil de pauvreté, dont une majorité de femmes, parfois en CDI, qui n'arrivent plus à faire face aux dépenses du quotidien et se tournent vers les associations caritatives — elles-mêmes submergées par la demande. Le nombre de travailleur·euses pauvres augmente sans discontinuer depuis 2020. Ce n'est pas un hasard : depuis vingt ans, le travail s'est méthodiquement précarisé — intérim, temps partiel subi, horaires morcelés, auto-entrepreneuriat imposé, persistance de bas salaires — au point de ne plus garantir une vie décente à celles et ceux qui l'exercent. Le travail ne protège plus de la misère : il l'organise autrement.

DEPUIS 2017 : UNE DESTRUCTION MÉTHODIQUE DES ACQUIS SOCIAUX

Cette situation n'est pas tombée du ciel. Elle est le fruit d'une politique constante depuis 2017 au moins, menée avec une vitesse rare sous la V^e République. Dès l'été 2017, les ordonnances travail ont réécrit le Code du travail : plafonnement des indemnités pour licenciement abusif, primauté donnée aux accords d'entreprise sur les accords de branche, affaiblissement du rapport de force collectif. La même année, l'impôt de solidarité sur la fortune a été transformé en un impôt limité au seul patrimoine immobilier, accompagné d'un prélèvement forfaitaire unique de 30 % sur les revenus du capital et d'une baisse de l'impôt sur les sociétés de 33,3 % à 25 % — un cadeau fiscal massif aux détenteurs de capital, pendant que l'assurance chômage était durcie à plusieurs reprises, avec un nouveau mode de calcul pénalisant les demandeur·euses d'emploi qui alternent périodes de travail et d'inactivité, et une dégressivité des allocations.

En mars 2023, c'est la réforme des retraites qui a été imposée par l'article 49.3, sans vote de l'Assemblée nationale, reportant l'âge légal de départ. Aujourd'hui, c'est la fonction publique et les services publics qui sont dans le viseur des arbitrages budgétaires, avec des objectifs de suppressions de postes de fonctionnaires qui se comptent en dizaines de milliers, un pilotage des hôpitaux, de l'école, de l'aide à domicile et de l'action sociale par la seule logique budgétaire plutôt que par les besoins des usagers. Dix ans de réformes, un seul sens : transférer les richesses du travail vers le capital.

LE PIÈGE DE L'EXTRÊME DROITE

Cette décennie de casse sociale et de mépris de classe a un prix politique, et ce prix est en train de se payer sous nos yeux. À moins d'un an du premier tour de la présidentielle, le Rassemblement national domine très largement les intentions de vote — autour de 34 % pour le RN selon les agrégats de sondages les plus récents, loin devant tous les autres candidats. Ce n'est pas un accident : c'est le résultat direct de dix années d'abandon des classes populaires, de destruction des solidarités collectives et de discrédit d'une classe politique qui a géré la précarité plutôt que de la combattre.

Une arrivée au pouvoir de l'extrême droite ne marquerait ni rupture avec les logiques de profit, ni protection réelle des travailleur·euses, mais une désignation de boucs émissaires — travailleur·euses immigré·es, sans-papiers, minorités — destinée à masquer la poursuite des mêmes politiques d'austérité et à fracturer la seule force capable d'y mettre fin : l'unité de classe des travailleur·euses, quelle que soit leur origine. L'histoire du mouvement ouvrier nous l'enseigne : le fascisme ne s'arrête ni dans les urnes ni par la seule vertu d'un « barrage républicain » réactivé tous les cinq ans, mais par l'organisation, la solidarité et la mobilisation à la base.

N'ATTENDONS RIEN DES POLITICIEN·NES, DE QUELQUE BORD QU'ILS·ELLES SOIENT

Face à la vie chère, tous les états-majors redécouvrent soudain la colère sociale et se disputent sa récupération électorale. Mais qu'ils soient au pouvoir, dans l'opposition institutionnelle ou candidats à le devenir, tous ces partis — y compris ceux qui se réclament de la gauche ou de la défense des travailleur·euses — jouent leur carrière dans le même système qui produit la misère qu'ils prétendent combattre. Aucun bulletin de vote n'a jamais arraché une augmentation de salaire ; aucun·e ministre n'a jamais rendu aux travailleur·euses ce que le capital leur a pris. Seuls les travailleur·euses et la population, organisés·es par eux·elles-mêmes et pour eux·elles-mêmes, ont la force de renverser ce rapport.

CELA DOIT CESSER ! ENSEMBLE, AVEC LA CNT-SO, NOUS REVENDIQUONS :

- L'augmentation immédiate des salaires, pensions et minima sociaux, indexée sur le coût réel de la vie.
- Le blocage effectif des prix de l'énergie et des produits de première nécessité, sortie de leur gestion par la spéculation privée.
- L'arrêt immédiat des suppressions de postes et des fermetures dans les services publics — santé, éducation, aide à domicile, secteur médico-social.
- L'abrogation des ordonnances travail de 2017 et de la réforme des retraites de 2023 ; rétablissement d'une protection réelle contre les licenciements abusifs.
- La réquisition réelle des grandes fortunes et des profits, pas de mesures cosmétiques négociées en coulisses.
- La défense inconditionnelle du droit de grève, des libertés syndicales et des travailleur·euses sans-papiers, sans exception ni restriction.
- Le refus de toute politique, gouvernementale ou d'extrême droite, qui oppose les travailleur·euses entre eux·elles selon leur origine ou leur statut.
- L'auto-organisation à la base : assemblées générales interprofessionnelles, grève reconductible, coordination construite par les travailleur·euses eux·elles-mêmes.

Les appels à la grève et à la mobilisation (26/09 marche pour le climat, 29/09 grève dans la fonction publique) ne doivent pas rester des rendez-vous isolés et sans lendemain. C'est par la grève générale, l'auto-organisation et la solidarité interprofessionnelle — pas par procuration électorale, de quelque bord qu'elle vienne — que le rapport de force changera de nature.

NOUS CONTACTER / INFOS

✉ contact@cnt-so.org

✂ [cntso_fr](https://t.me/cntso_fr)

🦋 [cnt-so.bsky.social](https://bsky.social/cnt-so)

🌐 [cnt-so.org](https://www.cnt-so.org)